

Droit communautaire et international
Sylvaine Poillot Peruzzetto
année 2003-2004
DEA Droit des affaires

Droit international et communautaire, évolution

1 Les différentes sources de droit dans les affaires internationales (1^{ère} séance)

- 1.1 Les différents organes
- 1.2 Les différentes normes
- 1.3 Le lien entre les normes
- 1.4 Les clivages dans l'ordre international et le clivage droit commun/droit spécial

2 Le droit communautaire

- 2.1 Les règles institutionnelles (2^{ème} séance)
- 2.2 Les 4 libertés (2^{ème} séance)
- 2.3 Les règles de libre concurrence
 - ententes et abus de position dominante, les règles de fond (3^{ème} séance)
 - ententes et abus de position dominante, règles de procédure (3^{ème} séance)
 - concentrations et entreprises communes (4^{ème} séance)
 - interventions étatiques (4^{ème} séance)

3 La recherche de la loi applicable

- 3.1 En l'absence de droit matériel unifié : la technique conflictuelle (5^{ème} séance)
 - le raisonnement conflictuel
 - les règles d'origine interne et conventionnelle en matière de contrat
 - les réserves au bénéfice des Etats : ordre public et loi de police
- 3.2 L'existence de règles matérielles unifiées (6^{ème} séance)
 - Les différentes normes : conventions de droit matériel, coutumes et codes CCI, les règles d'Unidroit
 - la question de la lex mercatoria et des contrats sans loi
 - le passage vers l'unification : les lois modèles

4 La recherche de l'autorité compétente (7^{ème} séance)

- 4.1 Les voies de l'unification
 - tribunaux internationaux
 - l'arbitrage
- 4.2 Les voies de la coordination : les règles de compétence internationale

5 Les effets des jugements étrangers (8^{ème} séance)

- 5.1 Le droit de source interne
- 5.2 Les solutions du règlement 44

Préparation des séances

2^{ème} séance : les quatre libertés en droit communautaire

1 Révision : les quatre libertés et leur développement ; les règles institutionnelles

2 Débat sous forme de plaidoirie :

un dirigeant de grande surface est condamné pour violation de l'article 31

de l'ordonnance du 1.12.86 pour irrégularité de ses factures du fait du défaut d'indication du prix unitaire. Le droit communautaire lui donne-t-il un moyen de défense ? Déterminez les arguments de l'avocat du dirigeant et de la DGCCRF et indiquez les étapes de la procédure.

3 Exposé : la convention en Europe

4 Texte : Plaidoyer pour un code européen des contrats C. Witz D 2000 chron. 79 ; C. Jamin Un droit européen des contrats ? in Le droit privé européen Paris Economica 1998, 40

3^{ème} séance : Ententes et abus de position dominante

1 Révision : les conditions de fond et de procédure des ententes et abus de position dominante . conditions d'application des articles 81 et 82

. mise en œuvre des articles 81 et 82 , liste des règlements d'exemption, compétences des autorités nationales et communautaires

2 Cas à résoudre : dans les différents exemples, quel est ou quels sont les entités à saisir :

. une entreprise souhaite mettre en place un système de distribution exclusive et elle souhaite s'assurer de la validité de son montage :

. une entreprise se voit refuser l'accès au réseau de distribution sélective d'une enseigne connue et veut arguer du caractère anticoncurrentiel du refus

. un groupe européen important souhaite acquérir le contrôle de l'un de ses concurrents.

3 Exposés :

- le règlement 1400 en matière de distribution automobile
- le règlement 1/2003 en matière de mise en œuvre des articles 81 et 82

4^{ème} séance : Concentrations, entreprises communes, interventions étatiques en droit communautaire de la concurrence

1 Révision : concentrations de dimension communautaire et entreprises communes, interventions étatiques et concurrence

- les conditions du contrôle communautaire
- l'appréciation des concentrations communautaires
- application des normes nationales et communautaires , compétence des organes nationaux et communautaires et matière de concentration
- définition de l'entreprise commune et régime des entreprises communes
- les différentes interventions étatiques contrôlées par le droit communautaire de la concurrence

2 Exposés :

- Comparaison du droit français et communautaire de la concentration
- Approche synthétique des différents cas d'application du droit de la concurrence à l'égard des interventions étatiques

5^{ème} séance : Norme applicable, méthode conflictuelle

1 Révision :

- le raisonnement conflictuel
- les règles de conflit de lois en matière de contrat et plus particulièrement la convention de Rome sur la loi applicable aux obligations contractuelles, la convention de La Haye du

14.3.78 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaire et de représentation, la convention de La Haye du 16.6.55 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels

2 Exposé :

- Contrats de distribution et d'agence en droit international privé
- Internet et droit international privé

3 Texte

L'incidence de l'ordre communautaire sur le droit international privé, L. Idot, Les petites Affiches numéro spécial 12 décembre 2002 N°248

6^{ème} séance : Norme applicable, méthode de droit matériel

1 Révision : les différentes règles matérielles unifiées, et en particulier *lex mercatoria*, codes CCI dont les Incoterms, règles Unidroit,

2 Texte :

Réinventer le droit commun M. Delmas Marty, Dalloz 1995 chronique 1

Retour à un droit commun européen, Droit et modernité PUF 1998 p. 73 et S. ou Pensée juridique française et harmonisation européenne du droit, société de législation comparée 2003p. 15

3 Exposé

La communication sur le droit européen des contrats 13 septembre 2001 (JOCE C 255 13.9.2001)

4 Argumentation

Les règles Unidroit, les codes CCI, la *lex mercatoria* sont-elles des règles de droit ?

7^{ème} séance : détermination de l'autorité compétente

1 Révision : compétence internationale et arbitrage

- les règles de compétence au regard du règlement 44 du 22 décembre 2000
- l'arbitrage international

2 Exposés :

La compétence en matière contractuelle selon le règlement 44, les apports du règlement

Etapes de la procédure dans l'arbitrage international

3 Textes :

Variation sur le principe d'origine entre droit communautaire et droit international privé, M. Fallon Mélanges F. Rigaux, Bruxelles ed Bruylant 1993, 187 et Les relations entre le droit communautaire et les règles de conflit de lois des Etats membres RCDIP 2002, 1

8^{ème} séance Les effets en France des jugements rendus à l'étranger et des sentences arbitrales

1 Révision :

- les règles résultant du règlement 44, et les évolutions au regard de la convention de Bruxelles
- les règles de source interne
- exequatur des sentences arbitrales

2 Exposés

- La reconnaissance et l'exécution en matière d'insolvabilité au regard du règlement 1346
- Les apports du règlement 44 en matière de reconnaissance et exécution et les projets européens en matière de titre exécutoire
- L'exequatur des sentences arbitrales internationales,